

Document pour le 18e Congrès UIL

UIL pour la renaissance économique, sociale et civile de l'Italie avec l'Europe

UIL lance sa saison de congrès dans une période extrêmement délicate et complexe: une pandémie qui continue à être alarmante et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui est un acte d'agression contre la liberté d'un État souverain et qui génère la solidarité inquiète de toutes les démocraties occidentales. Ces deux événements changent les perspectives économiques et sociales et obligent l'Union tout entière à une nouvelle réflexion. Nous devons être conscients que nous sommes confrontés à la tâche de reconstruire l'Italie et l'Europe sur des bases renouvelées, en poursuivant un modèle de renaissance économique, sociale et civile inspiré par les valeurs d'équité, d'humanité, de liberté et de justice. Il est temps de renverser l'hypothèse paradoxale qui a influencé les choix européens et nationaux ces derniers temps, à savoir réduire les droits pour stimuler la croissance. C'est exactement le contraire qui est vrai: le développement n'est tel que s'il élargit l'éventail des réponses aux besoins anciens et nouveaux. L'ascenseur social s'est cassé et nous devons le réparer. Lançons le défi le plus large aux inégalités, construisons les conditions pour orienter les choix de politiciens souvent distraits qui ne voient pas plus loin que le simple résultat électoral.

Unité d'action de UIL, CISL et CGIL

Nous devons reconstruire l'unité syndicale après le choix qui a vu UIL et CGIL diverger de CISL sur la nécessité absolue d'appeler à une grève générale le 16 décembre 2021 pour donner une voix à la souffrance et au mécontentement généralisés. Nous devons repartir de deux aspects qui ont caractérisé positivement l'action de UIL, CISL et CGIL au cours des quatre dernières années. Le premier est de réaffirmer et de renforcer l'indépendance de l'union confédérale vis-à-vis les partis politiques, en jugeant sur le fond et en n'abdiquant pas le rôle de revendication; le second est de renouveler notre capacité à développer des propositions originales et innovantes pour résoudre les problèmes actuels et futurs du pays. Autour de ces deux aspects, UIL, CISL et CGIL peuvent concrètement trouver une unité d'action pour faire compter les idées des travailleurs, des retraités et des jeunes.

L'Union des citoyens à l'ère de la mondialisation: l'Union populaire

D'une part, la mondialisation économique a réduit les différences entre les pays et, d'autre part, elle a fortement augmenté les inégalités internes, ainsi que l'insécurité et la peur de l'avenir. La concurrence non régulée inhérente au capitalisme mondial a sapé les fondements de la démocratie elle-même. Ce déficit démocratique doit être comblé par une action réglementaire supranationale et par la gouvernance mondiale. Il faut rechercher un nouvel équilibre qui nécessite de nouvelles institutions internationales dotées de pouvoirs de régulation afin de réconcilier le capitalisme de la mondialisation avec la démocratie. UIL estime que la gouvernance de l'économie mondiale doit à nouveau combiner les trois facteurs que Keynes avait mis en évidence à l'époque: l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté individuelle. Ces valeurs doivent être la pierre angulaire d'une politique économique et sociale qui redessine les droits individuels et collectifs en sauvegardant les choix des personnes, d'une part, et la nécessité d'éliminer les inégalités créées par le développement du capitalisme, d'autre part. Le processus de mondialisation doit être régi par la promotion d'une coordination des politiques qui facilite la capacité de redistribution. C'est ainsi que l'on pourra lutter efficacement contre les inégalités.

Nous devons exprimer et mettre en œuvre de manière nouvelle l'importante intuition que UIL avait eu en 1985, c'est-à-dire l'idée de l'Union des citoyens. La citoyenneté doit aujourd'hui être réaffirmée et

exercée de manière globale, en plaçant les personnes avec leurs besoins et leurs attentes au centre de notre action. Nous devons combiner les droits et les devoirs d'une manière nouvelle. Nous devons nous battre pour élargir et étendre les droits, en étant conscients que pour bénéficier d'un droit, il faut remplir un devoir. Cela s'applique à tous les domaines de la citoyenneté à l'ère de la mondialisation. C'est un objectif à construire et à atteindre. C'est un objectif qui n'est actuellement pas poursuivi à une époque de régression des droits, où parfois même les droits garantis par la Constitution ne sont pas respectés ou appliqués. Il suffit de penser à ceux qui fuient les guerres et cherchent à s'en protéger ou aux droits qui leur sont souvent refusés, comme le droit à la santé ou à un emploi décent. Des segments importants de la société vivent dans une condition de marginalisation sociale et économique, tandis que d'autres sont même dans une condition d'invisibilité institutionnelle. C'est la raison pour laquelle nous devons mettre en pratique une action plus large et plus inclusive pour faire face aux besoins anciens et nouveaux, dans une société où le seuil des droits a régressé. Une Union populaire est absolument utile pour le pays.

Les syndicats du troisième millénaire

Ouverture aux jeunes, aux périphéries, aux associations; nouveaux langages et outils de communication. UIL s'ouvre depuis longtemps aux jeunes générations, aux périphéries et aux langages les plus modernes, dans le but d'élargir son action et de renforcer les bases de l'avenir. Nous devons continuer à emprunter cette voie, en élargissant les horizons, en testant des terrains traditionnellement inexplorés et en innovant constamment pour intercepter les nouvelles demandes et accroître la sphère de notre représentation.

UIL souhaite encore renforcer sa position dans des secteurs autres que ceux dans lesquels elle est normalement appelée à intervenir, afin d'élargir les possibilités de rapprocher les nouvelles réalités des syndicats. Dans ce sens, nous devons nous tourner vers le monde varié des associations et du troisième secteur, avec lesquels nous pouvons créer des synergies. UIL a ouvert ses bureaux dans toute l'Italie aux jeunes désireux de discuter et d'échanger leurs points de vue, ou simplement à la recherche d'un lieu d'étude et de rencontre. UIL a mis en place des projets structurels visant à semer des graines, tels que "Viaggio nella memoria" (Un voyage dans la mémoire), "Go Beyond", "Imparo Lavoro" (Apprendre en travaillant) et "UIL Camp", où des centaines de délégués syndicaux de moins de 35 ans et d'étudiants universitaires s'approchant de notre syndicat ont pu échanger leurs points de vue avec des personnalités faisant autorité sur des questions pertinentes et d'actualité. UIL a renforcé sa présence dans la représentation institutionnelle des jeunes, en rejoignant la Présidence du Conseil national de la jeunesse, et a fortement soutenu l'amendement statutaire du mouvement syndical européen visant à fixer un seuil de 25% de participation des jeunes dans tous les organes.

Entre-temps, il y a eu une volonté d'intensifier les relations et les synergies avec le monde du spectacle, à commencer par le concert organisée chaque 1er mai pour la "Fête du travail" mettant en vedette les artistes émergents les plus populaires parmi les jeunes. Nous avons également exploré la possibilité d'établir des relations plus étroites avec les associations sportives, non seulement de professionnels, mais aussi d'amateurs, de jeunes et de femmes.

Une approche plus vivante et dynamique a été renforcée, parfois en "soutenant des initiatives de base", allant de la promotion de campagnes thématiques en cours à la présence dans les banlieues les plus peuplées et les plus défavorisées.

Les méthodes de communication ont été complètement réorganisées: de nouveaux outils, une plus grande attention portée aux réseaux sociaux et à des messages plus immédiats, l'utilisation de projets

de ludification pour atteindre plus efficacement les enfants et entrer dans les écoles. La première plateforme numérique syndicale au monde, Terzo Millennio, a été construite. Un nouveau moyen, technologique et moderne, constamment mis à jour et capable d'écouter aussi ceux qui ont moins de voix. Une ressource mise à la disposition des syndicats pour leur mission qui complète l'essentiel de la manière traditionnelle et classique d'interagir avec les membres et les personnes. Les syndicats du troisième millénaire voyageront de manière dynamique vers l'avenir, en explorant de nouveaux espaces et en se connectant aux jeunes générations, parfois même en prenant des risques avec une approche de "plus grande ouverture".

Prosélytisme et formation syndicale

UIL est actuellement organisé comme un syndicat véritablement nouveau, post-idéologique, qui sait combiner ses valeurs telles que le réformisme, la laïcité, le pluralisme, la démocratie et la liberté avec les nouvelles dynamiques du monde du travail et les langages de communication modernes. Cela a permis à de nombreux travailleurs de considérer UIL comme une maison commune où ils peuvent être unis et faire entendre leur voix.

Au cours de ces années d'énormes difficultés, UIL a poursuivi sa croissance, tant en termes de membres que de votes aux élections des représentations syndicales unitaires (RSU). C'est le résultat de la ligne politique et des innovations organisationnelles introduites. La régionalisation des services a permis une gestion plus efficace des ressources et a définitivement établi l'activité de service comme partie intégrante de la politique syndicale. Ce chemin doit être complété afin d'augmenter la qualité des services fournis par UIL. UIL a consacré une grande attention à la formation syndicale, en mettant en place de nouvelles méthodes de formation ouvertes à tous les membres qui ont permis de répondre aux besoins de milliers de délégués.

Affaires internationales

Ces dernières années, UIL s'est engagée à construire des syndicats confédérales européennes et internationales fortes, capables d'interagir avec toutes les institutions européennes et internationales. Ce travail a abouti à des résultats significatifs, à commencer par l'adoption du pilier social de l'UE. La CES a joué un rôle décisif dans le changement de politique économique après la pandémie, grâce aux programmes européens SURE et Next Generation EU. Aujourd'hui, nous devons continuer sur cette voie et c'est l'objectif de la campagne de l'OIT "Pacte de stabilité? Non merci". La crise internationale résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie exige une réponse politique européenne qui se développe par toute l'aide possible à l'Ukraine et des sanctions économiques strictes à l'encontre de la Russie. UIL est pour la paix et reconnaît le droit de l'Ukraine à se défendre. UIL estime que l'adhésion de l'Italie à une position atlantiste est un point de référence incontournable pour défendre les valeurs libertaires d'un Occident respectueux des droits inviolables des personnes. Nous devons inévitablement définir un chemin menant à la création d'un véritable État fédéral européen, en retraçant les principes inspirateurs du Manifeste de Ventotene vers la construction concrète d'une Europe sociale des peuples, avec une politique commune unique sur plusieurs fronts. L'Italie sera à la tête de ce processus, car l'Europe est notre destin.

Dans les mois à venir, UIL s'engage également à définir un rôle plus incisif pour la Confédération syndicale internationale (CSI), car la lutte contre l'injustice et l'inégalité, la défense et l'expansion des droits des travailleurs se jouent actuellement à l'échelle mondiale.

La renaissance économique

La politique économique

Dans les années à venir, l'objectif primordial de la politique économique sera de poursuivre une croissance soutenue et durable, qui est la meilleure réponse à la fois à la lutte contre les inégalités et au recouvrement de la dette publique.

Les ressources du programme Next Generation EU sont une occasion à ne pas manquer pour moderniser le pays et le rendre plus juste et plus équitable. Il faut résoudre toutes les lacunes et les inégalités et promouvoir la transition verte et numérique, tout en renforçant les compétences numériques des travailleurs et des citoyens qui risquent d'être marginalisés par le numérique. Le Plan national de relance et de résilience (PNRR) devrait créer de bons et nouveaux emplois et réduire les écarts territoriaux, mais son succès dépendra aussi de la gouvernance et de la participation. UIL estime que l'échange de vues avec les partenaires sociaux est une valeur ajoutée pour tout investissement dans les politiques publiques.

L'accent de cette nouvelle politique économique sera mis sur la fiscalité.

UIL propose une réforme fiscale inspirée par l'équité et la progressivité de l'impôt en réorganisant également les finances locales. L'objectif doit être de réduire les impôts des salariés et des retraités. UIL propose une taxe sur les surprofits réalisés pendant la pandémie; une taxe sur les surprofits à étendre à toutes les entreprises qui ont généré de gros bénéfices dans la dernière période, comme nous le préconisons depuis un an. Il faut plus de courage.

Dans le même temps, un changement historique doit être opéré dans la lutte contre l'évasion fiscale en faisant preuve d'une volonté politique de la part de toutes les institutions, qui a fait défaut jusqu'à présent, en impliquant également les municipalités et les régions. L'évasion fiscale est en effet le mal absolu de l'Italie.

La hausse des prix de l'énergie a des conséquences désastreuses tant sur le système de production que sur le budget des familles italiennes. Il faut agir pour freiner et limiter cet impact. Plus généralement, le Plan national pour l'énergie et le climat doit être actualisé pour doter l'Italie d'une nouvelle stratégie énergétique fondée sur la durabilité sociale et économique de la transition écologique.

Les fonds européens doivent être utilisés de manière complète et nouvelle. Les Fonds européens structurels et d'investissement et le Fonds de développement et de cohésion sont des ressources précieuses à affecter au développement et à la croissance, ce qui permet de surmonter les retards du passé, ainsi que de sélectionner les interventions visant à la qualité des dépenses et à l'accélération de leur rythme. L'Italie possède un grand patrimoine culturel et paysager unique au monde, une véritable richesse de beauté qui peut être mise à profit pour contribuer à la croissance économique. Dans ce domaine aussi, nous devons opérer un changement tant dans la définition des infrastructures que dans la gestion de ce patrimoine.

Le Sud de l'Italie

La question du Sud doit revenir au centre des politiques de renaissance de l'Italie.

Nous devons inciter les personnes qui vivent dans le Sud de l'Italie à réagir face à une classe dirigeante qui continue à gaspiller les opportunités de développement et à rester toujours impunie. Ceux qui vivent dans les régions du Sud de l'Italie doivent sortir leur désir de rédemption et de succès et réclamer et exiger des actions. Nous serons à leurs côtés. Nous devons inciter les acteurs institutionnels et privés à créer un système et un réseau, en laissant de côté la logique et l'esprit de clocher et en suivant les

bonnes pratiques et les modèles gagnants d'autres zones géographiques. L'attribution de 40% des ressources du PNRR à l'Italie du Sud est insuffisante et inadéquate pour combler les lacunes. Le Sud de l'Italie possède des réalités productives d'excellence, qui représentent un point de référence pour stimuler le développement. Les actuelles "mesures d'allègement fiscal pour l'Italie du Sud" devraient être rendues structurelles, avec une exemption de cotisations de 30% pour tous les travailleurs. Les zones économiques spéciales devraient être rendues opérationnelles et des allègements fiscaux productifs devraient être introduits pour les entreprises qui augmentent leur base d'emploi par de nouvelles embauches sur une base permanente. Le rôle de l'Administration publique est fondamental dans l'utilisation des ressources, en éliminant tous les retards qui ont caractérisé son action jusqu'à présent.

La modernisation de l'Administration Publique et l'investissement dans son fonctionnement, ainsi que la lutte contre l'illégalité et le travail au noir, doivent être perçus et conçus comme de véritables conditions préalables au développement.

Une autre condition préalable essentielle au développement est le système de "négociation". La négociation de second niveau et la négociation territoriale avec les autorités locales deviennent un outil exceptionnel de politique de développement, pour augmenter l'attractivité des territoires et régénérer les banlieues où nos jeunes sont souvent laissés pour compte.

Il est important de revoir la question de l'insularité et de la continuité territoriale.

Une nouvelle politique industrielle

Nous devons définir une politique industrielle capable de soutenir le secteur manufacturier italien, qui reste le deuxième d'Europe, et de régir l'ensemble du processus de transition vers une économie verte. Le PNRR est l'occasion d'inverser le déclin des investissements publics et privés que connaît l'Italie depuis une décennie.

Un plan national pluriannuel pour l'acier doit être élaboré, ce qui est essentiel pour fournir un cadre aux entreprises et aux travailleurs du secteur.

Dans le secteur automobile, la transition vers l'électricité doit être combinée avec la stabilité de la production et de l'emploi. Le document signé par les syndicats et Federmeccanica est un excellent point de départ.

Le secteur de l'énergie est au cœur des interdépendances industrielles. Le Plan national intégré pour l'énergie et le climat (PNIEC) doit être mis à jour et le "Manifeste pour l'énergie et l'emploi" élaboré par les partenaires sociaux est une contribution précieuse à une stratégie systématique et cohérente par rapport aux différentes sources d'énergie.

Le secteur agro-alimentaire a un rôle fondamental à jouer dans la politique industrielle. UIL estime qu'il est nécessaire de travailler sur la qualité des produits et sur la qualité de la main-d'œuvre employée pour les produire. C'est la meilleure façon de valoriser les produits "Made in Italy".

Les télécommunications ont un rôle stratégique à jouer. En particulier, il faut rouvrir le débat avec le gouvernement sur TIM et le réseau unique pour protéger les niveaux d'emploi et maintenir une présence publique dans ces secteurs.

Le rôle de l'artisanat sera décisif dans la renaissance économique de l'Italie. UIL Artigianato a développé des négociations qui ont abouti à des accords importants pour les travailleurs grâce au développement d'organismes paritaires.

Environnement

UIL estime qu'il faut définir un nouveau modèle de développement durable à travers un plan de transition juste pour transformer notre modèle économique et de production en un modèle vert et lancer des parcours de formation et de reconversion pour accroître les compétences vertes et numériques des travailleurs. Cette démarche est cohérente avec le Green Deal européen. Nous devons nous attaquer au changement climatique, à la pollution atmosphérique et aux perturbations hydrogéologiques de manière systémique.

Compte tenu de la fragilité bien connue du territoire national du point de vue sismique et hydrogéologique, UIL estime qu'il est également essentiel de créer un corpus législatif systématique qui agisse sur la prévention et traite également toute urgence de manière coordonnée, avec la pleine implication de toutes les parties prenantes, à commencer par les partenaires sociaux.

Nous avons également l'ambition de redéfinir un projet global sur l'amiante, allant de la recherche à la surveillance sanitaire, de la cartographie à la récupération et à l'élimination de ce matériau qui continue à causer des milliers de décès en Italie chaque année.

Nous devons poursuivre des politiques de régénération urbaine et de logement capables de revaloriser notre patrimoine urbain. Les primes introduites ces dernières années ont joué un rôle important à cet égard.

Créer des emplois sûrs, stables et de qualité

UIL estime que l'emploi stable doit revenir au centre des choix politiques de l'Italie. C'est la raison pour laquelle elle propose un grand Pacte entre le gouvernement et les partenaires sociaux, sur le modèle de ce qui s'est passé en Espagne, pour éliminer tout emploi précaire en introduisant des contrats à durée indéterminée pour tous les travailleurs.

En même temps, il faut rendre les contrats à durée déterminée beaucoup plus chers qu'aujourd'hui, quel que soit le type de contrat temporaire utilisé, et simplifier le contrat d'apprentissage.

Nous devons nous concentrer principalement sur les jeunes et les femmes: un contrat de travail à durée indéterminée à des fins de formation doit être introduit dans le système juridique italien et l'obligation de réserver 30% des embauches aux jeunes et aux femmes doit être étendue à tous les marchés publics, comme c'est déjà le cas avec les ressources du PNRR.

La réforme des filets de sécurité sociale est un premier pas dans la direction d'un système de protection sociale universel. Il faut compléter le travail en rendant structurel le Fonds de licenciement (CIGS) pour la cessation d'activité, et en modifiant le soi-disant décalage de l'allocation de chômage connu sous le nom de NASPI avec des durées plus favorables dans le cas de carrières discontinues et fragmentées, de travailleurs âgés de plus de 55 ans et de chômeurs vivant dans le sud de l'Italie.

Un plan est nécessaire pour renforcer les centres pour l'emploi en mettant l'accent sur le nombre d'opérateurs et leur professionnalisme, en stabilisant les soi-disants navigators avec des contrats de travail permanents, en lançant les mesures de formation nécessaires, en modernisant l'infrastructure matérielle et immatérielle, également pour gérer le plan d'employabilité garantie des travailleurs (GOL) de manière efficace et effective.

L'éducation et la formation sont au cœur de la renaissance de l'Italie, afin de permettre la croissance professionnelle des individus et une plus grande compétitivité des entreprises. Il faut créer un système national d'orientation permanente et reconnaître un rôle stratégique aux réseaux territoriaux pour l'apprentissage tout au long de la vie. Nous devons encourager leur plus grande expansion dans tout le pays.

Nous devons nécessairement assurer la continuité et rendre structurelles les interventions financées par le Fonds pour les nouvelles compétences, en synergie avec les Fonds interprofessionnels.

De même, pour faire face aux changements considérables des processus de production et à l'indispensable adaptation et amélioration des compétences professionnelles, il faut renforcer la formation continue tout au long de la vie professionnelle, en réaffirmant le droit individuel du travailleur à la formation et en valorisant et renforçant les Fonds interprofessionnels, dont le rôle doit également être étendu aux politiques actives de formation des personnes licenciées, inactives et sans emploi.

La sécurité au travail doit être l'objectif prioritaire pour mettre fin aux décès tragiques au travail. Avec sa campagne "Zéro mort au travail", lancée dans un silence généralisé, UIL a été la première à porter cette question à l'attention de tous, en Italie et en Europe, commençant à obtenir des mesures partielles et importantes de la part du gouvernement. Nous ne nous arrêterons pas tant qu'il ne sera pas mis fin à cette incroyable honte, alimentée par l'appât inconditionnel du gain et du profit.

Réfléchir à de nouveaux modèles d'organisation du travail

Nous ne pouvons pas remettre à plus tard le défi de l'organisation du travail. C'est un défi que nous voulons et devons relever. Le modèle fordiste ne fonctionne plus. Nous en étions déjà fermement convaincus, et c'est la raison pour laquelle nous voulons inciter les entrepreneurs à parler de productivité, d'innovation de produits, de réalisation d'objectifs et de réduction du temps de travail pour le même salaire.

Nous avons besoin d'un nouveau modèle de développement qui dépasse l'idée d'une productivité strictement liée à la réduction des coûts de production et à une logique qui a été et continue d'être celle du dumping social, de la réduction des droits, de la guerre des pauvres. Nous ne voulons plus reculer sur des droits conquis et largement établis, et nous nous opposons à ceux qui veulent à tout prix transférer le risque normal d'entreprise sur les travailleurs. Au contraire, nous devons viser une croissance économique qui facilite les processus de production par le biais d'investissements technologiques, en les accélérant et en offrant en même temps de nouvelles opportunités pour les compétences nécessaires et la reconnaissance de nouvelles figures professionnelles. Nous devons donc imaginer l'innovation technologique non pas comme une menace pour l'emploi, mais comme une valeur ajoutée qui stimule la production au point de répartir de plus grands bénéfices entre les travailleurs eux-mêmes. Nous sommes convaincus que productivité ne signifie pas que les travailleurs doivent travailler plus longtemps, mais plutôt qu'ils doivent être mis en mesure de travailler mieux, parallèlement à une évaluation systémique du temps de travail qui ne peut être détachée des contextes de travail individuels et des innovations de l'époque. Le contexte européen et mondial lui-même doit également nous faire réfléchir à un changement de mentalité.

Nous pouvons et devons relancer l'idée d'une nouvelle organisation du travail dans laquelle le temps de travail est réduit avec un salaire égal, dans le sillage de ce qui a été testé avec succès dans d'autres pays européens. Il y aurait également des avantages en matière de conciliation et d'interaction sociale.

Poursuivre des négociations et des politiques salariales efficaces

Négociation collective

La négociation collective est l'instrument fondamental de la protection économique et réglementaire des travailleurs. Voilà pourquoi il faut renouveler immédiatement tous les contrats et promouvoir une politique salariale expansive pour augmenter la consommation. Les conventions collectives nationales

(CCNL) doivent également porter sur les questions relatives au marché du travail, la formation, l'organisation du travail, le temps de travail, la santé et la sécurité, la participation et le bien-être. Les négociations de second niveau doivent être orientées vers le bien-être au travail pour augmenter la productivité et la prime de rendement. Un bien-être contractuel, qui intègre le bien-être public construit au niveau contractuel national et de l'entreprise et géré principalement par les différents organismes paritaires, est essentiel pour augmenter la protection sociale et assurer une protection plus large des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles.

UIL estime qu'il est important de " conquérir " un rôle moteur et participatif également au niveau territorial, à travers la consultation et la négociation sur les choix budgétaires et les documents de planification des autorités locales (DUP).

Avec le Protocole national signé entre le gouvernement et les partenaires sociaux, le télétravail est devenu une méthode de travail bien établie. UIL s'est battue pour que le télétravail soit un choix volontaire, ainsi que pour le droit à la déconnexion, pour les droits syndicaux, pour la formation, pour l'égalité de traitement et l'égalité des chances, afin d'éviter que le télétravail ne devienne une nouvelle forme de discrimination à l'égard des femmes.

Politique salariale

Si l'inflation devenait structurelle, la stagnation des salaires affecterait négativement la croissance économique de l'Italie. Il faut revoir et actualiser ce qui a été établi dans le Pacte d'usine du 9 mars 2018, car l'IPCH rajusté pour tenir compte des prix des produits énergétiques n'est plus un paramètre efficace pour protéger le pouvoir d'achat des travailleurs à ce stade.

Il est nécessaire que les salaires réglementés par les conventions collectives nationales (CCNL) soient fixés également sur la base d'indicateurs qui prennent en compte les tendances macroéconomiques liées également à la productivité du secteur, et pas seulement l'inflation, et que le gouvernement prépare un plan pour exempter les augmentations salariales contractuelles des impôts.

UIL est favorable à l'introduction d'un salaire minimum qui devrait toutefois coïncider avec les salaires minimums légaux et ne pas devenir un instrument destiné à remplacer les conventions collectives.

Représentation, représentativité et participation

UIL, avec CGIL et CISL, a établi des critères pour mesurer et certifier la représentation et la représentativité des organisations syndicales dans tous les secteurs productifs, afin de déterminer lesquelles d'entre elles sont habilitées à signer des Conventions collectives nationales (CCNL) et ainsi lutter contre le dumping contractuel. Il est également nécessaire de mesurer la représentativité des employeurs afin d'éviter le dumping contractuel qui nuit aux travailleurs.

A cette fin, nous estimons également urgent et nécessaire que la représentativité patronale soit mesurée.

UIL estime que la participation des travailleurs au sein des entreprises est importante. Le conflit n'est pas une fin mais l'outil, si nécessaire, pour atteindre les objectifs. Nous avons une idée de l'entreprise comme lieu de rencontre pour produire de la richesse, qui doit être distribuée équitablement. Il faut relancer la question de la responsabilité sociale des entreprises, en valorisant les codes d'éthique, et en renforçant le rôle joué par les comités d'entreprise européens (CEE).

La renaissance sociale

Un nouveau bien-être équitable et universel

La renaissance sociale du pays doit être favorisée par des interventions visant à supprimer les inégalités qui sont apparues ces dernières années et qui ont été exacerbées par la pandémie.

UIL estime que le Service national de santé doit être repensé. Les 20 milliards d'euros alloués par le PNRR, bien qu'insuffisants, doivent être utilisés pour atteindre cet objectif, car actuellement la meilleure politique économique pour le pays est une bonne politique de santé. Nous devons investir dans la médecine de proximité et promulguer une loi sur la non-autosuffisance.

UIL est convaincue que le soi-disant "Reddito di Cittadinanza" (revenu minimum garanti) est une mesure essentielle pour lutter contre la pauvreté. Il doit être amélioré pour soutenir efficacement les ménages nombreux et les familles avec enfants, et les critères qui discriminent les citoyens étrangers doivent être revus. Nous devons également entamer une révision de l'ISEE (indice de situation financière équivalente), qui risque actuellement de provoquer des distorsions qui pénalisent les familles monoparentales ou les personnes âgées isolées.

Nous devons réaligner l'âge d'accès à la retraite en Italie autour de 63 ans, comme c'est le cas dans les autres États membres de l'UE. Nous devons dire la vérité sur les comptes de la sécurité sociale en séparant enfin les dépenses de retraite des dépenses d'aide sociale. Nous devons garantir une pension décente aux jeunes lorsqu'ils prennent leur retraite, ainsi que prendre en compte et améliorer le travail de maternité et de soins à des fins de sécurité sociale. Il faut relancer l'adhésion aux fonds de pension complémentaires, qui ont prouvé leur importance ces dernières années. Les pensions existantes doivent être revalorisées en récupérant une partie du montant perdu ces dernières années et en étendant le quatorzième mois de salaire aux pensions allant jusqu'à 1 500 euros.

Des politiques concrètes sont nécessaires pour l'inclusion des personnes handicapées et pour la protection de leurs droits, en poursuivant une évaluation multidimensionnelle de la personne. Nous devons prendre en charge ces personnes de manière intégrée, c'est-à-dire aux niveaux sanitaire, social et de l'aide sociale, en renforçant les services territoriaux et à domicile. Nous devons également soutenir les membres des familles des personnes handicapées et reconnaître la figure du proche aidant.

Les familles doivent redevenir un élément central de la renaissance de l'Italie et, pour cette raison, les droits de citoyenneté doivent être reconnus à toutes les familles. Nous devons garantir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et lutter contre la pauvreté éducative avec des services publics intégrés. L'allocation unique est une mesure importante, mais elle ne doit pas entraîner une diminution des montants perçus précédemment, ni une réduction du "Reddito di Cittadinanza".

Le secteur non lucratif joue un rôle décisif dans la lutte contre les inégalités sociales, la lutte contre la pauvreté et le soutien à la libre initiative des citoyens, en favorisant la participation et l'inclusion sociale. UIL estime nécessaire d'augmenter le soutien aux expériences les plus avancées, qui peuvent également avoir un potentiel d'emploi.

La renaissance civile

En ces années de crise, la société italienne a été frappée par de profonds clivages et une détresse qui ont affaibli les raisons et le désir de rester ensemble, d'être une communauté partageant des valeurs et des objectifs. Nous devons promouvoir une véritable renaissance civile de notre pays.

La renaissance civile de l'Italie doit se faire avant tout en rétablissant le principe de légalité dans tous les domaines de la vie nationale, en commençant par la lutte contre toutes les formes de mafia et les organisations criminelles. Il est inconcevable que l'État partage le territoire national avec la criminalité organisée. L'État doit lancer une véritable contre-offensive démocratique pour rétablir la légalité.

Réformes institutionnelles

Une discussion sur les réformes institutionnelles doit être reprise dans le but d'adapter la deuxième partie de la Constitution aux besoins qui sont apparus au cours des dernières décennies. Dans ce contexte, une réflexion doit être menée sur la réforme du Titre V promulguée il y a vingt ans. UIL estime que les questions de protection et de sécurité du travail, les politiques actives du travail, les grands réseaux de transport, la production et la distribution d'énergie et la dynamique du commerce extérieur doivent être ramenées dans la compétence exclusive de l'État. En même temps, il faut aborder l'exercice des compétences relatives au droit à la santé entre les Régions et l'État, également à la lumière de l'expérience de la pandémie. UIL s'oppose aux hypothèses qui ont émergé dans le débat sur l'autonomie différenciée des Régions.

Il est indispensable de reprendre le chemin des réformes et compléter la décentralisation administrative et fiscale.

L'Administration publique

Le rôle joué par l'Administration publique dans la renaissance de l'Italie est fondamental. Il est clairement défini dans le "Pacte pour l'innovation dans le travail public et la cohésion sociale" signé avec le gouvernement le 10 mars 2021. Le Pacte indique des objectifs précis: un investissement massif dans le capital humain, la rationalisation et la simplification des processus décisionnels, la relance de la négociation complémentaire, le nouveau télétravail réglementé dans les conventions collectives nationales (CCNL), le droit au développement professionnel, l'entrée des jeunes travailleurs sur le marché du travail, la mise en œuvre d'institutions de protection sociale, de sécurité sociale complémentaire et de pensions, l'harmonisation fiscale des systèmes de primes avec ceux des secteurs privés.

Un changement est nécessaire dans le secteur de l'école, de l'université et de la recherche, qui joue un rôle stratégique pour la croissance de l'Italie, grâce à d'énormes investissements. Il faut renouveler les contrats dans ces secteurs en alignant les salaires sur ce qui se passe dans le reste de l'Europe.

L'égalité des chances

UIL souhaite construire une société dans laquelle hommes et femmes ont des chances égales, en supprimant toutes les difficultés qui ont jusqu'à présent pénalisé les femmes. Nous devons renforcer et améliorer la présence des femmes dans les processus politiques et décisionnels, investir dans les infrastructures sociales qui permettent de concilier vie professionnelle et vie privée, afin de surmonter le problème de la surcharge de travail et de la marginalisation des femmes, et mettre en œuvre concrètement les politiques de genre. Il faut s'opposer fermement à la violence sexiste en promouvant la prévention, l'autonomisation et l'égalité des salaires pour les femmes.

Immigration

UIL est favorable à une réforme de la loi sur la citoyenneté basée sur le *ius soli / ius culturae* à accorder aux jeunes étrangers nés en Italie ou ayant accompli un cycle scolaire dans le pays. La question de l'immigration ne peut être abordée en construisant des murs, mais en donnant des preuves de solidarité et en

intervenant sur les causes des déséquilibres sociaux et des flux d'immigration, en combattant la disparité économique et sociale entre le Nord et le Sud par la coopération internationale et le développement économique.

UIL s'engage à contribuer à la renaissance de l'Italie, avec l'Europe, en luttant partout pour que ces propositions deviennent réalité. UIL travaillera avec détermination et passion pour construire un modèle de société plus juste et plus équitable en Italie et en Europe. Un avenir meilleur pour l'Italie et l'Europe est possible. Pour UIL, l'espoir d'atteindre cet objectif est plus vivant que jamais.